

CONTENTS

EDITORIAL	216
LE DIALOGUE NORD-SUD: UN DÉFI A LA PAIX Rembert G. Weakland, OSB	217
THE LATIN AMERICAN CHURCH: BALANCE, TENSIONS AND PERSPECTIVES Joao B. Libanio, SJ	224
BRETTON WOODS: AFTER 50 YEARS, TIME FOR A NEW WORLD VISION Jo Marie Griesgraber	230
POUR UN RENOUVEAU DE LA THÉOLOGIE DE L'ESPÉRANCE Pablo Richard	233
THE EVOLUTION OF THE CONCEPT OF MISSION IN THE BIBLE Joy Thomas, SVD	239
MISSION MOMENTS	245
COMING EVENTS	246

EDITORIAL

In our first article, Mgr. REMBERT G. WEAKLAND, OSB., touches on one of the neutral points of actual global consciousness: The Challenge of North-South Relations. He feels that we are at a decisive moment in history, where decisions are needed, but where there is no time for resignation. He believes that world peace, shared technology and respect for the environment are among the vital questions of such a dialogue North-South.

In his contribution, Brazilian theologian, JOAO B. LIBANIO, SJ., reflects on the past and present of the Latin American Church. He distinguishes some already known, but also some new emerging aspects: the option for the poor, a new search for spirituality and a new missionary awareness.

JO MARIE GRIESGRABER, reviews in short, the results of international economic organizations like the International Monetary Fund and the World Bank and points to a few new issues waiting for international attention.

PABLO RICHARD, stresses in his article two major aspects characterising the actual world situation: the failure of the 'historic socialism' and of the so-called 'capitalism of development'. He proposes some ways for rebuilding Hope and Utopy.

In our last article, Father JOHN THOMAS, SVD., elaborates on different understandings of Mission in the Bible - Old Testament, Earthly Jesus, after Easter - as they can help us in the present changes in missionary reflection.

SEDOS - CONGRATULATIONS

SEDOS Executive Committee Meeting of 22 July, 1994, has elected a new Assistant Executive Director for three years. She is, Sister Maria Victoria Gonzalez de Casteljon, a religious from Spain, of the Sacred Heart of Jesus (RSCJ). In the name of all SEDOS Congregations we would like to congratulate Sister Maria Victoria for the new appointment. Sister Toya, as she is called in her congregation, has training in Accounting and Administration. She worked in Spain, Portugal and Poland, then she left for many years of missionary work in Uganda. The last few years she conducted for her Generalate sessions of initial and ongoing formation in England, Latin America and Rome. Sister Maria Victoria speaks Spanish, Portuguese, English, French, Italian and Polish. The elected new member of our Secretariat will start some time in September.

After son noviciat en Haïti, (1964-1965) le P. Jean-Marie Vincent a fait ses études philosophiques à Ottawa (Canada) et sa théologie à Port-au-Prince, où il a été ordonné prêtre en janvier 1971. Très vite, son option a été pour le peuple, les pauvres de son pays, pour lesquels il s'est engagé de diverses manières: campagnes d'alphabétisation, mouvements populaires. Il a été durant de nombreuses années et jusqu'à tout récemment président de Caritas-Haïti, responsabilité qui l'a fait bien connaître en-dehors de son pays.

Le P. Vincent était un proche du Père Aristide, mais il n'avait jamais paru ni pris la parole en public depuis l'élection de ce dernier à la présidence, à la fin de 1990.

Le P. Vincent savait que sa vie était en danger: il avait passé l'automne dernier à Miami, puis par solidarité avec son peuple, il avait décidé de rentrer.

P. Miguel Parino, SMM, Assistant général

SEDOS HAITI GROUP

MORT DU P. JEAN-MARIE VINCENT, SMM

Le Père Jean-Marie VINCENT, mont-fortain haïtien, a été assassiné dimanche soir, le 28 août, par un groupe d'hommes armés, alors qu'il rentrait à la maison provinciale de Port-au-Prince. Il était âgé de 48 ans.

Missionaries of Our Lady of La Salette
FATHER ISIDRO PERIN, from Brazil.
Frat Minor Cappucini
FATHER JOHN CORRIVEAU, from Canada.
La Congrégation de la Retraite
SISTER HELENE SEVERE, from France.

NEW SUPERIOR GENERALS:

LE DIALOGUE NORD-SUD: UN DÉFI A LA PAIX

Rembert G. Weakland, OSB

Du 19 au 22 septembre 1993 s'est tenue à Milan la VIIe Rencontre internationale "Hommes et Religions pour la paix", à l'invitation du Cardinal Martini et à l'initiative, depuis l'origine, de la communauté Sant'Egidio de Rome. Ici nous publions le texte de l'intervention de Mgr Weakland, archevêque catholique de Milwaukee (EUA).

C'est pour moi un grand honneur et un plaisir que de participer à cet événement, tout à fait unique, et de traiter des relations entre la paix et la justice dans le cadre des relations Nord-Sud. Ma thèse de fond est celle que nous a léguée le Pape Paul VI: «*si vous voulez la paix, vous devez travailler pour la justice*». Les nations riches et les nations pauvres doivent travailler de concert dans la recherche du bien commun de tous, comme le Pape Jean XXIII l'a déclaré il y a déjà trois décennies.

En 1980, j'eus la chance d'être nommé par la Conférence épiscopale nationale président du comité ad hoc chargé de préparer une lettre pastorale sur les relations entre l'enseignement social de l'Église et l'économie des Etats-Unis. Une majorité écrasante des évêques approuva cette lettre qui fut publiée à la fin de l'année 1986, comme nombre d'entre vous le savent, sous le titre *Justice économique pour tous*, trois ans après une autre lettre pastorale des évêques américains sur la guerre nucléaire, appelée *Le défi à la paix*.

Bien que, en tant qu'évêques, notre intention ait été dans ces deux cas de nous pencher sur les conditions et les politiques propres à notre pays, dans aucune de ces lettres nous n'avons pu, de fait, nous borner aux Etats-Unis en raison de l'interdépendance politique et économique qui existe entre les nations. Ces deux lettres portaient donc sur l'évolution de l'enseignement social de l'Église et sur son application, en tout premier lieu aux Etats-Unis. Chacune à sa façon, elles parvenaient à la conclusion que, s'il était primordial de maintenir et de favoriser la

paix pour instaurer l'ordre mondial, cet ordre devait néanmoins respecter la justice sociale si l'on voulait la paix.

Une partie de la lettre pastorale sur l'économie était intitulée: «*L'économie américaine et les pays en développement: complexité, défi et choix*». Cette partie énonçait succinctement les principes de l'enseignement social de l'Église tels qu'ils s'appliquent à la scène internationale.

«L'enseignement catholique traditionnel à propos de cette interdépendance mondiale insiste sur la dignité de la personne, l'unité de la famille humaine, l'objectif universel de la jouissance des richesses de la terre, la nécessité de rechercher le bien commun à l'échelle internationale comme à celle de chaque nation et l'urgence d'une justice distributive». (#251)

Elle lançait également un avertissement:

«Si des démarches conscientes ne sont pas entreprises pour protéger la dignité humaine et stimuler la solidarité entre les hommes dans le cadre de ces relations (entre les Etats-Unis et le Tiers Monde), nous pouvons nous attendre à ce que les conflits et l'injustice s'accroissent, menaçant beaucoup plus les économies fragiles des nations relativement pauvres que l'économie relativement forte de notre pays. La justice exige en outre, précisément parce que

l'interdépendance devient plus évidente, d'améliorer la qualité de cette interdépendance afin d'éliminer le scandale de l'injustice révoltante qui existe entre les pauvres et les riches dans un monde divisé où le fossé qui les sépare est de plus profond». (# 252)

Aujourd'hui, après quelques années et au lendemain de la guerre froide et du déclin de la menace nucléaire, la perspective de la fin du monde, liée aux explosions effroyables résultant d'un conflit nucléaire, apparaît assez peu vraisemblable. Cette menace a été remplacée par un danger plus insidieux, à savoir que le monde aboutisse, au milieu des «lamentations», à l'injustice sociale et à la dégradation de l'environnement.

Les signes des temps

Une des principales leçons que l'on peut tirer du Concile Vatican II est la nécessité de savoir lire les signes des temps afin de pouvoir élaborer une réponse chrétienne. Dans son acception la plus générale, cette injonction signifiait que nous devons analyser attentivement ce qui se passe avant de proposer des remèdes. Dans une certaine mesure, cette interprétation fait ressortir la validité de l'ancienne formule propre aux premiers mouvements d'action catholique: voir, juger et ensuite agir. Ainsi, avant d'être en mesure de proposer un remède issu d'un jugement fondé sur l'enseignement social de l'Église, nous devons d'abord nous interroger sur ce qu'il convient de juger, obtenir les faits susceptibles d'être analysés et réfléchir sur leurs relations avec cet enseignement. Dans le cas qui nous intéresse, nous devons étudier l'économie globale actuelle et voir comment elle a affecté les relations économiques entre le Nord industrialisé et le Sud en développement.

Je pense que l'un des meilleurs guides pour cette recherche d'informations et ce type d'analyse - que vous connaissez sans doute - c'est le rapport annuel du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) appelé *Rapport Mondial sur le Développement humain*. En 1992, sur la couverture de ce rapport figurait un verre de champagne, une coupe large et peu profonde posée sur un pied effilé. Nous, le milliard d'habitants du Nord ou qui appartenons aux pays industrialisés, nous sommes le «champagne». Nous représentons moins d'un cinquième de la population du monde mais nous recevons plus des quatre cinquièmes des richesses mondiales. Le cinquième le plus pauvre n'en reçoit que 10%. Nous con-

trôlons plus des quatre cinquièmes du commerce, de l'épargne et des investissements mondiaux et retirons plus de 90% de tous les placements commerciaux. Nous gagnons environ quarante fois ce que les quatre cinquièmes restants gagnent et nous utilisons les trois quarts des ressources naturelles de la terre.

C'est là le type d'informations macro-économiques que le Programme des Nations Unies pour le Développement et les institutions financières internationales nous fournissent. Les chiffres pour 1993 sont légèrement inférieurs à ceux de 1992. La situation s'aggrave. Si les tendances actuelles continuent, la coupe de champagne va s'élargir et s'approfondir et le pied va s'allonger et s'effiler encore davantage. Le danger est clair - de même qu'il a été clair depuis des décennies.

Je me rappelle, par exemple, les effets qu'en 1962, une analyse similaire du monde de cette époque, présenté par Barbara Ward dans son livre *«Nous n'avons qu'une seule terre»* (The Rich Nations and the Poor Nations), ont eus sur moi personnellement. Malheureusement, à cette époque, sa voix n'a pas été entendue. Et les trente années qui ont suivi ont vu se détériorer ces relations.

Une décennie perdue

La réponse face à ce danger est le développement, dans son acception la plus large et au sens chrétien du terme, que le Pape Paul VI disait être, comme vous vous en souvenez, «le nouveau nom de la paix». Le Pape Jean-Paul II a souligné ce même point très récemment en déclarant qu'«il y a une responsabilité collective pour promouvoir le développement» (*Centesimus annus*, # 52). Il a aussi attiré notre attention sur le fait qu'«aux racines de la guerre, il y a généralement des motifs réels et graves: des injustices subies, la frustration d'aspirations légitimes, la misère et l'exploitation de foules humaines désespérées qui ne voient pas la possibilité effective d'améliorer leurs conditions de vie par des moyens pacifiques» (*ibid.* # 52). Il a déjà écrit en 1987 que, dans le monde contemporain, nous sommes en présence «d'un grave problème d'inégalité dans la répartition des moyens de subsistance destinés à l'origine à tous les hommes, et qu'il en va de même pour les avantages qui en dérivent» (*Sollicitudo rei socialis*, # 9). Nous ne sommes pas encore parvenus à un type de collaboration pour le développement qui engloberait tous les habitants de la planète. Les derniers papes ont souligné

qu'il nous appartient à tous de cultiver ce sens de la solidarité internationale et que les quatre parties du monde, Est, Ouest, Nord et Sud, doivent le partager. Une telle conception de la solidarité humaine est absolument nécessaire si notre objectif est le développement intégral de tous.

Il y a dix ans que les évêques américains ont publié leur document *Le défi à la paix*. Pour marquer cet anniversaire, un autre comité *ad hoc* prépare actuellement un ensemble de réflexions sur son impact et sur les changements spectaculaires qui se sont produits dans le monde au cours de la dernière décennie. Ce document devrait être prochainement présenté à l'approbation des évêques. Je pense que dans ce document, plutôt que de parler des blocs des puissances nucléaires, on traitera des changements intervenus dans les relations entre les nations. Il lui faudra prendre en compte la nécessité de plus en plus urgente d'étudier le problème des inégalités entre les nations. Antérieurement, les superpuissances considéraient de nombreuses régions du monde, notamment celle dites du Tiers Monde, sous l'angle principalement de la sécurité nationale. Durant la guerre froide, elles étaient donc quasiment devenues un champ de bataille. Désormais, elles doivent être considérées à la lumière de leur propre besoin d'un développement équitable. Malheureusement, des nations telles que les Etats-Unis n'ont pas élaboré de politique claire pour soutenir le développement de ces nations. L'Amérique centrale, par exemple, est abandonnée à la dérive. Aucune politique concernant les relations n'est élaborée.

Presque tous les individus et organisations qui cherchent activement à améliorer la qualité de vie des pauvres reconnaissent aujourd'hui que les dix dernières années ont été une «décennie perdue» pour un véritable développement. Durant cette décennie, la situation économique des pays en voie de développement s'est détériorée de façon tragique. Les disparités de revenus se sont accrues à la fois à l'intérieur et entre les pays et les régions. Chaque jour, plus d'un demi milliard de personnes sont atteintes de maladies chroniques. Sur plus de cinq milliards d'habitants que compte la planète, la moitié n'ont pas d'eau potable. Un tiers sont au chômage ou sous-employés et beaucoup n'ont pas de logement décent. D'après les statistiques actuelles, on estime qu'environ vingt-sept millions de personnes, principalement des femmes et des enfants, sont réfugiés soit dans leur propre pays, soit dans

d'autres pays. Sur un million d'enfants, un quart meurt chaque semaine de faim, de maladie, du fait de la violence ou de négligence.

Dettes et ajustement: pour quoi faire?

Des statistiques de ce genre, comme nous l'avons constaté en 1986 à l'occasion de notre travail pour la lettre pastorale sur l'économie, exercent un effet anesthésiant. Elles peuvent apparaître vagues et peu intéressantes. Nous ne pouvons pas les traiter, donc nous les évquons. Mais il ne s'agit pas de chiffres: il s'agit de personnes, créées à l'image de Dieu, et elles ont droit à notre solidarité. Pour elles, ce que nous appelons la paix, c'est-à-dire l'absence de conflit armé, est simplement une autre forme de violence, une forme à laquelle elles se sont de plus en plus accoutumées à mesure que la course aux armements s'intensifiait, et leurs richesses, leurs ressources, ont été dépensées en pure perte, quand elles n'ont pas fait l'objet de corruption, pour promouvoir et préserver la prospérité relative des pays industrialisés.

Permettez-moi de prendre un seul exemple: la dette extérieure des pays en voie de développement. A la fois la Commission Pontificale Justice et Paix et nombre de conférences épiscopales du monde entier, y compris celle des Etats-Unis, ont fait des déclarations à ce sujet. Quand, en 1987, la Commission Pontificale a publié sa déclaration, la dette s'élevait à environ 1.100 milliards de dollars. Quant les évêques américains ont adopté notre déclaration sur la dette en 1989, celle-ci atteignait 1.300 milliards. D'après les statistiques les plus récentes de la Banque Mondiale, cette dette est de 1.700 milliards, soit 50% supérieure au chiffre indiqué par la Commission Pontificale six ans auparavant.

Bien que le poids du service de la dette ait été allégé pour certains pays, leurs obligations à long terme demeurent. La dette reste un des principaux obstacles au développement et à l'atténuation de la pauvreté. A cela il faut toutefois ajouter un élément auquel font allusion quelques experts économiques, à savoir que l'augmentation de la dette des pays du Tiers Monde a adouci l'impact de la récession mondiale actuelle sur les pays industrialisés. Ce faisant, ils se sont appauvris de même que les secteurs les plus défavorisés de leurs sociétés, ceux qui ont déjà le plus souffert, et ils ont réduit leurs propres espoirs de développement.

Ceux qui contrôlent le système financier international ont souvent souligné que le problème de la dette a été maîtrisé grâce à un processus connu sous le nom d' «ajustement structurel», c'est-à-dire de politiques spécifiques appliquées aux divers domaines relevant de la macro-économie. La réduction de la dette est liée à la réforme de la politique économique par le biais d'un ensemble de conditions fondées sur des considérations purement économiques. Bien qu'il soit sans aucun doute essentiel d'engager des réformes, rien n'a été entrepris pour que cette conditionnalité soit fondée sur des principes d'équité, de participation ou de durabilité. Les conditions mises en place pour alléger la dette ont généralement ignoré leurs effets déstabilisants sur les ressources humaines et naturelles, la population et l'environnement du pays endetté. De tels effets sapent les fondements mêmes d'un développement durable.

Le Rapport sur le Développement Humain de 1993, ci-dessus mentionné, souligne ironiquement que même si l'esprit de la démocratie se propage dans de nombreuses contrées qui, dans un passé récent, l'avaient peu connu, l'accès des couches moyennes aux «conditions de vie ordinaires: terre, eau, travail, espace de vie et services sociaux élémentaires» se rétrécit. Si les nations peuvent se sentir plus en sécurité, par contre des centaines de millions de personnes, en particulier les femmes, qui assument la plus grande partie du travail et n'en récoltent que peu de fruits, se sentent moins en sécurité.

Le capitalisme libéral en question

Bien que l'effondrement de l'Union Soviétique et le remplacement essentiellement pacifique de l'autoritarisme en Europe de l'Est aient été largement salués comme un bénéfice net pour la démocratie et le libre marché, le *Rapport sur le Développement* des Nations Unies propose de célébrer la victoire de façon plus modeste: «...Certains prétendent que les événements récents démontrent le triomphe du capitalisme et la mort du socialisme. C'est là une vue trop simpliste. S'il y a triomphe du capitalisme, ce ne doit pas être le triomphe de l'avidité personnelle. S'il y a mort du socialisme, ce ne doit pas être la mort de tous les objectifs sociaux...» (p.51). Il est vrai qu'actuellement la concentration sur les problèmes économiques globaux à l'échelle mondiale a reculé, par exemple, aux Etats-Unis, par rapport aux préoccupations intérieures du pays. Cependant, ces préoccupations sont inextricablement liées à l'économie mondiale. Nous ne semblons pas

nous rendre compte qu'elles constituent désormais un même faisceau et qu'elles ne doivent pas être traitées séparément mais ensemble.

Il existe aussi un problème théorique grave dont les conséquences pratiques sur l'histoire de cette planète et de tous ses habitants sont désastreuses; le monde industrialisé refuse de l'envisager et, peut-on dire, ce problème est relégué à l'arrière-plan, en particulier depuis la chute des régimes économiques communistes en Europe de l'Est. En 1987, le Pape Jean Paul II écrivait que: «la doctrine sociale de l'Eglise adopte une attitude critique vis-à-vis du capitalisme libéral aussi bien que du collectivisme marxiste. En effet, du point de vue du développement, on se demande spontanément de quelle manière et dans quelle mesure ces deux systèmes sont capables de transformations ou d'adaptations propres à favoriser ou à promouvoir un développement vrai et intégral de l'homme et des peuples dans la société contemporaine. Car ces transformations et ces adaptations sont urgentes et indispensables pour la cause d'un développement commun à tous». (*Sollicitudo rei socialis*, # 21).

Après la disparition du système communiste en Europe de l'Est, il est à nouveau revenu sur cette question dans son encyclique *Centesimus annus* (1991). A ce moment-là de l'histoire, il n'estime plus nécessaire de poser cette même question à propos du système communiste. Mais il soulève le problème pour ce qui est du système capitaliste. Ce passage a, depuis lors, été très souvent cité. Il se demande d'abord si le capitalisme doit être un objectif pour les pays qui tentent de reconstruire leurs économies et leurs sociétés. Le capitalisme doit-il être un modèle qui mérite d'être proposé au pays du Tiers Monde qui sont à la recherche de progrès économiques et civiques? La réponse du pape est complexe car il distingue plusieurs types de capitalisme. Il écrit:

«Si sous le nom de «capitalisme» on désigne un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et de la responsabilité quelle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique, la réponse est sûrement positive... Mais, si par «capitalisme», on entend un système où la liberté dans le domaine économique n'est pas encadrée par un solide con-

texte juridique qui la met au service de la liberté humaine intégrale et la considère comme une dimension particulière de cette dernière, dont l'axe est d'ordre éthique et religieux, alors la réponse est nettement négative» (Centesimus annus, # 42).

Il faut alors se poser la question de savoir si le capitalisme, tel que mis en oeuvre aujourd'hui à travers le monde, peut acquérir les qualités ci-dessus décrites. Existe-t-il au sein de ce système les mécanismes de régulation qui sont ici exigés ou ceux-ci doivent-ils venir de l'extérieur du système? Le Pape semble suggérer qu'ils doivent venir de l'extérieur du système. Mais alors il faut se demander si de tels mécanismes de régulation sont réellement présents dans nos principales nations industrialisées. D'après ce que l'histoire nous enseigne, on serait tenté de répondre à cette question par la négative.

Cependant, il faut peut-être répondre ici à une question plus fondamentale. Le système capitaliste, ou l'économie libre, ou l'économie de marché comme le Pape souhaite l'appeler, permet-il d'atteindre les objectifs souhaités sur lesquels il insiste dans ses deux dernières encycliques *Sollicitudo rei socialis* et *Centesimus annus*? Compte tenu des performances des économies de marché au cours des dernières décennies, on peut être sceptique quant à de telles possibilités. Il n'existe aucun pouvoir international de régulation qui puisse apporter l'espoir à ceux qui n'ont pas la capacité d'entrer dans la dynamique du système. La persistance des inégalités, en réalité, l'accroissement continu de ces inégalités, pourrait amener les nations du Tiers Monde à douter sérieusement que les lois du marché puissent constituer un moyen de résoudre leurs problèmes.

C'est aujourd'hui quasiment un cliché que d'affirmer que nous sommes confrontés (en vérité que nous vivons) à un tournant historique, que nous sommes actuellement sur une ligne de crête. L'appeler «la fin de l'histoire» n'est pas, bien sûr, dans la tradition catholique. Mais le soulagement et les espoirs avec lesquels nombre d'entre nous regardaient cette nouvelle époque ont conduit à se rendre compte que nous sommes passés d'un ensemble de faits relativement familiers à un nouvel ensemble, généralement inconnu, qui nous fait peut-être d'autant plus peur. Dans de telles circonstances, nous éprouvons tous la tentation d'arrêter la lutte et

de nous abstraire de ces problèmes mondiaux difficiles et complexes, ou de nous en remettre aux institutions internationales mises en place au cours des années précédentes pour qu'elles les prennent en charge. Je fais allusion à la Banque Mondiale, au Fonds Monétaire International, aux Nations Unies et aux autres institutions, dont la majorité ne sont pas encore prêtes à changer les stratégies actuelles parce qu'elles ont besoin de pouvoir compter sur une participation plus grande et plus éclairée de la part des nations membres, lesquelles ont encore tendance à considérer que seuls leurs intérêts et leurs préoccupations sont importants.

Quatre piliers pour un développement durable

Si ce bref tour d'horizon peut être considéré comme un instantané des signes des temps les plus pressants, que peut donc nous dire l'enseignement social de l'Église à ce sujet? L'an dernier, la Conférence épiscopale des États-Unis a rappelé à ses fidèles que «pendant des décennies, l'Église catholique s'est faite le champion de l'unité de la famille humaine, de l'interdépendance des peuples et de la nécessité d'une solidarité qui dépasse les frontières nationales et régionales (...) Nous nous sommes félicités des progrès obtenus dans les domaines des communications, de la technologie, de l'économie et des autres champs profanes qui ont favorisé les rapprochements entre les peuples». De tels propos, si notre peuple les prenait sérieusement en compte et en les considérait pas comme une simple figure de rhétorique, pourraient alors constituer un contre-courant à la culture actuellement dominante, au moment notamment où, comme le précise cette déclaration, les drogues en provenance des pays pauvres sont responsables de la violence dans nos villes, les guerres civiles poussent les réfugiés dans nos pays, les décisions économiques prises à l'étranger privent nos travailleurs de leurs emplois et les efforts pour maintenir la paix dans des régions éloignées épuisent nos budgets.

Nous sommes tentés d'abandonner notre solidarité, de considérer la vie sous l'angle «nous» contre «eux». Mais, pour nous, en tant que catholiques, un tel choix n'est pas une option valable. L'interdépendance est une réalité et la solidarité est la qualité qui nous en informe. Comme l'indique le Pape Jean-Paul II: la solidarité «n'est pas un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou

jointaines. Au contraire, c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous» (*Sollicitudo rei socialis*, # 38).

On pourrait peut-être dire que toutes les nations devraient inclure une sorte de convention assurant un développement durable dans chacun des aspects concernant les relations Nord-Sud. Je pense en particulier aux quatre types de transactions économiques que nous nous sommes attachés à étudier dans notre lettre pastorale *Justice économique pour tous*: commerce, aide, finances et investissements. En ce qui concerne le commerce, il est nécessaire de faire en sorte que les pays pauvres puissent librement accéder à nos marchés et obtenir un prix juste pour leurs produits. L'aide fournie par le Nord au Sud devrait se focaliser davantage sur le soutien à apporter aux pauvres pour améliorer leur qualité de vie plutôt que de consolider le système économique international ou de poursuivre l'intérêt national et l'avantage compétitif. Le système financier devrait essayer d'atténuer les conséquences que la dette extérieure massive des pays en développement entraîne pour les hommes. Les investissements, tant extérieurs qu'intérieurs, devraient augmenter de façon à ne pas créer ou perpétuer le phénomène de dépendance. Ces objectifs ne se réalisent pas tous seuls. On ne peut que se mettre d'accord sur de tels objectifs et travailler ensemble pour qu'ils se concrétisent.

Partage technologique, respect de l'environnement et paix du monde

Aujourd'hui, je suis sûr que nous, les évêques, grâce à un certain recul, aurons sans aucun doute quelque chose de spécifique à dire à propos de l'environnement et de la technologie. Il est clair que sans améliorations technologiques les pays en développement ne pourront pas se développer. Les pays industrialisés, y compris le nôtre, ont été particulièrement réticents à partager les nouvelles technologies avec le Sud. Sur la question de l'environnement que, contrairement à la propriété, nous partageons tous, le Pape Jean-Paul II a mis une insistance spéciale, utilisant une terminologie particulièrement pérenne pour engager une discussion sur la paix et la justice. En 1990, sa déclaration à l'occasion de la Journée mondiale pour la paix commençait par cette affirmation:

«A notre époque, on prend de plus en plus conscience que la paix du monde est

Ce n'est ni le moment ni le lieu d'apporter ici une réponse détaillée sous forme de programme à l'analyse brève et générale de la situation économique Nord-Sud que j'ai tenté d'esquisser. Il ne convient pas non plus d'essayer de faire le lien entre chaque ensemble de solutions et un principe spécifique de enseignement social de l'Eglise. Quelquefois, je pense qu'il appartient à l'Eglise de continuer à soulever la question, de suggérer des solutions qui semblent pouvoir répondre aux problèmes posés et encourager ceux qui sont activement engagés afin de pouvoir forger une vision commune.

Pour nous, évêques, ces problèmes ne sont pas de simples jeux théoriques. Dans ma propre ville de Milwaukee, une grande entreprise a annoncé le mois dernier qu'elle allait transférer 250 emplois dans une société au Mexique afin de pouvoir rester compétitive sur le marché international. Pour elle, la seule façon de rester compétitive était de profiter des bas salaires dans ce pays. Bien sûr, nous sommes très attentifs à l'ALÉNA (Accord de Libre Echange Nord-Américain), un accord qui devrait créer le marché libre le plus vaste du monde. Ceux qui soutiennent l'ALÉNA trouvent qu'il présente un intérêt pour tout le monde; ses opposants trouvent généralement que les coûts sont inacceptables pour les travailleurs aux Etats-Unis. Notre Conférence épiscopale a soumis à l'attention du gouvernement des principes qui, selon nous, devraient servir de guide aux négociations et se refléter dans leurs résultats. Actuellement, il semble que fort peu d'attention ait été accordée à ces principes, notamment en ce qui concerne les droits des travailleurs. Je suis sûr que dans les prochains mois nous assisterons à une réaction plus explicite des évêques américains face aux détails de cet Accord qui commencent à être connus.

Dans cette situation comme dans beaucoup d'autres, en tant qu'Eglise, nous nous battons sur les questions concernant la paix et la justice telles qu'elles apparaissent dans ces accords économiques. Nous reconnaissons nos limites quand ces accords concernent des situations concrètes, mais nous espérons toujours

menacée, non seulement par la course aux armements, les conflits régionaux et les injustices continues entre les peuples et les nations, mais aussi par un manque de respect réel pour la nature, par le pillage des ressources naturelles et par un déclin progressif de la qualité de vie».

humblement dans les dons de la sagesse et de la vision qui nous viennent de l'Esprit et de notre tradition chrétienne. Nous sommes convaincus que la paix ne peut se réaliser sur notre terre sans justice pour tous. Nous savons aussi que la paix ne peut pas exister dans le cadre d'un développement aussi inégal.

La parabole des cent familles

Permettez-moi de conclure en empruntant une histoire à mon confrère, l'évêque James Malone de Youngstown (Ohio). Il l'a lui-même empruntée à un scientifique, le Dr. Carl Sagan, qui l'appelait une «parabole profane». J'ai vu la représentation vivante et pittoresque de cette histoire jouée par des jeunes habillés de diverses couleurs de manière à représenter les nations industrialisées et les autres nations. Ils portaient des assiettes de nourriture ou d'autres objets pour indiquer la répartition des sujets débattus. Sagan écrit:

«Imaginez l'humanité comme un village de 100 familles. Sur ces 100 familles 65 sont illettrées et 90 ne parlent pas anglais. 70 n'ont pas d'eau potable à domicile. Aucun membre de 80 de ces familles n'a jamais pris l'avion. 7 familles possèdent 60% des terres et consomment 90% de l'énergie disponible. Ces 7 familles possèdent tous les objets de luxe. 60 familles sont entassées sur 10% des terres. Une seule famille a une éducation universitaire. Les conditions atmosphériques s'aggravent sans cesse: eau, climat et soleil étouffant. Quelle est notre responsabilité commune?».

Permettez-moi d'ajouter quelques thèmes auxquels le Dr. Sagan n'a sans doute pas pensé et de poser ensuite cette question: dix-sept de ces familles sont catholiques, y compris au moins deux de celles qui possèdent la terre, ont des articles de luxe et consomment de grandes quantités d'énergie. Nous sommes leurs pasteurs et leur prêchons l'évangile de Jésus-Christ qui nous enseigne l'amour et le souci des autres. Nous parlons d'une option préférentielle pour les pauvres, comme Jésus l'a fait. Nous devons nous demander, cependant, si notre message est entendu car les problèmes semblent si vastes que la plupart veulent simplement les remettre entre les mains des autres.

Je ne veux pas terminer cette présentation sur une note de tristesse ou de culpabilité. Mon

expérience et mon observation au fil des années affermissent ma foi dans la possibilité d'aiguillonner la conscience des gens et de les ouvrir à l'action du Saint-Esprit. Sans l'espérance nous ne pouvons pas être chrétiens. Je vois l'Esprit au travail dans l'Église d'aujourd'hui, dans ses documents encourageants sur la justice sociale qui viennent de Vatican II et continuent de venir du monde entier, dans les encycliques sociales depuis le Pape Léon XIII, dans le dévouement de tant d'évêques, de prêtres, de religieux et de laïcs. Je vois l'espérance dans de si nombreux partenaires d'autres confessions qui partagent les mêmes préoccupations. Je vois aussi l'espérance dans les hommes d'affaires et les économistes qui veulent utiliser leurs compétences et leurs connaissances pour créer un monde meilleur pour tous.

Je sais que nous ne sommes en aucune façon seuls à essayer d'affronter cette tâche sur-humaine: créer un monde de paix et de justice pour tous.

Ref. *Foi et développement*
Centre Lebret
N° 223, mai 1994



THE LATIN AMERICAN CHURCH: BALANCE, TENSIONS AND PERSPECTIVES

Joao B. Libanio, SJ

(Brazilian liberation theologian Joao B. Libanio, SJ, reflects on the Latin American Church, the Church of the Poor and Basic Christian Communities and their evolution in the context of a changing world and a changing Church. This article was first published in Voces in December 1992).

The Latin American Church is blazing its own trail. To help this reflection along I will describe this route from some central themes I will explain quickly.

I. The Latin American Church is doubly popular. These two dimensions are sometimes joined and at other times in conflict.

1. The Latin America Church was nourished for centuries by a popular religiosity based on devotion and hope. Neither Scripture nor the sacraments had as much relevance. This was caused and maintained by the situation of the clergy: scarce, traditional, popular, without intellectual preparation and high spirituality or morality. The positive side of this was the creation of a lay Catholic tradition that taught the religion more through family tradition than through ecclesiastical authority.

2. Into this situation came in succession a process of clerical romanization, an enlightened renovation from the Second Vatican Council and the critical-liberating movement stemming from Medellín and Puebla. The result was a mixture of all these movements in the current ecclesial situation.

3. The present Church ministry still maintains a religion that is fundamentally traditional. Patient research confirms this fact. The Tridentine clerics still resist the rise of an enlightened laity and the popular line of the base Christian communities.

The changes of Vatican II, as well as the current trends from Medellín and Puebla, were not welcomed or understood by traditional Catholicism initially but rather were met with criticism. They saw the traditional Church as an obstacle. In time, in the face of the clerical tradition, the two strongest tendencies emphasised lay participation, as much among enlightened laity as among the *grassroots*. Despite some swinging back and forth, the Latin American Church has helped growth of lay participation in the Church.

4. The ecclesiology of Vatican II, symbolised in the Biblical figure of the People of God, feeds the consciousness of a participative Church, of communion among all of its members.

On our continent, the fact that the majority of the people are poor, and the Biblical consciousness of God's preference for them has created a figure of the Church of the poor. This is most concrete in the Christian base communities (CEBs), and inside the CEBs, the Biblical circles, the creativity of the celebrations, the diversity of the ministries are such that one can say the CEBs "are a new way of being Church" (the CNBBM Document, *15 Christian Base Communities in the Brazilian Church*, San Pablo; Paulinas 1982, n.1).

5. The Church of the poor is revealed with two different faces. There is a segment that is conscious and participates in the Church, assuming the evangelical consequences of the

